

DELIBERATION N°2022.10.04
SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 27 OCTOBRE 2022

L'an Deux Mille Vingt-deux, le vingt-sept octobre, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

Présents :

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M PALTRINIERI, M COLAS, Mme EYSSERIC, M CHAVET, M LAUMAIN, M BERNON, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M COLOMBIER, Mme SEGURA, Mme JANODY, M CHETAIL

Pouvoirs :

M JOLY donne pouvoir à M PHULPIN
M FAVIER donne pouvoir à M PALTRINIERI
Mme ROUX donne pouvoir à M ZWISLER
Mme RAMPON donne pouvoir à Mme CARANO
Mme PIERI donne pouvoir à Mme REIX
M ANDREO donne pouvoir à Mme SEGURA
M BRIZE donne pouvoir à M COLOMBIER

Absentes : Mme COLLET, Mme PAWLOWSKI

Date de Convocation du Conseil Municipal : 20 octobre 2022

Nombre de Conseillers : 29 En Exercice : 29 Présents : 20 Votants : 27

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

REALISATION D'UNE SALLE MULTIFONCTIONS - CREATION DU JURY DE CONCOURS

Monsieur le Maire rappelle que la commune souhaite construire une salle multifonctions d'une capacité de 450 personnes, qui sera un équipement complémentaire aux salles déjà existantes sur la commune

Il a donc été décidé de construire une salle multifonctions au sein du domaine de Gléteins, qui présente entre autres l'avantage de disposer d'un foncier disponible suffisant.

Le programme de cette opération permettra de répondre aux besoins ainsi qu'aux nouvelles exigences réglementaires.

Ainsi, il sera prévu :

- La construction d'une salle multifonctions d'environ 960 m²
- la reprise d'espaces extérieurs de liaison entre le projet et la partie existante
- l'optimisation de l'accessibilité et du stationnement existant

Le coût estimé des travaux de ce projet est fixé à 2 900 000 € HT.

Le coût estimé de la mission de maîtrise d'œuvre étant supérieur à 221 000 € HT, la procédure à mettre en œuvre, est celle du concours restreint sur « esquisse » dans les conditions définies aux articles R 2162-15 à R 2162-21 du code de la commande publique.

Pour information, le déroulement d'un concours de maîtrise d'œuvre consiste dans un premier temps à sélectionner des candidats sur les critères définis dans les documents de la consultation. La procédure étant restreinte, 3 candidats seront invités par le pouvoir adjudicateur à proposer un projet.

Une prime sera allouée aux participants qui ont remis des prestations conformes au règlement du concours. Le montant de la prime est librement défini par la commune et est indiqué dans les documents de la consultation. Elle est fixée à 12 000 HT par équipe.

Dans un deuxième temps un marché négocié sera passé avec l'équipe ayant remis le meilleur projet, selon les critères indiqués dans le règlement de concours.

Cette procédure de concours nécessite la création d'un jury constitué :

- de Monsieur le Maire, président ;
- des membres de la Commission d'appel d'offres de la commune ;
- d'au moins un tiers de personnes possédant la qualification professionnelle exigée pour participer au concours ;
- d'au moins un tiers de personnes intéressées par le projet.

Concernant les personnes qualifiées du jury, il s'agit de maître d'œuvre, d'experts techniques, de personnes ayant des qualifications spécifiques et exerçant à titre libéral.

Si les textes de référence sont précis sur les conditions d'intervention de ces personnes, aucun d'eux n'a prévu le versement d'une indemnité de participation. Or, il paraît légitime de définir le principe d'une indemnisation notamment au regard des conseils et avis techniques attendus de ces personnalités et du temps consacré y afférent. Pour ce faire, il est opportun de trouver une assise réglementaire à cette indemnisation. Il est proposé de se référer au rôle et à la rémunération des architectes-conseils et paysagistes-conseils tels qu'en dispose l'article A 614.2 du code de l'urbanisme.

Il est proposé d'indemniser forfaitairement à la demi-journée et à la journée, sur la base du montant fixé à l'article A 614.2 du code de l'urbanisme, soit pour la vacation journalière à un centième du traitement brut annuel correspondant à l'indice brut 944 soit 524 € pour une vacation journalière ou 262 € pour une vacation d'une demi-journée.

Ces personnalités qualifiées seront nommées, par arrêté du Maire qui présidera le jury. Il s'agit de :

- ✓ Baptiste MEYRONNEINC, Directeur du CAUE de l'AIN
- ✓ Didier NECCIOLI, Directeur des Services Techniques de la CAVBS

Concernant les personnes intéressées, il est proposé de désigner les futurs utilisateurs des locaux :

- Claude CHAVET, conseiller délégué aux fêtes et cérémonies
- Jean-Pierre FAVIER, conseiller délégué aux associations
- Jean-Luc PALTRINIERI, conseiller délégué au sport
- Pierre CHUZEVILLE, conseiller délégué aux bâtiments et à la voirie

Dans le cadre de la procédure, l'analyse technique des candidatures et des offres sera réalisée par un comité technique ad hoc avant sa présentation au jury.

+Ce comité technique sera composé de :

- Monsieur Richard SIMMINI, directeur de la société Beaujolais Saône Aménagement, l'assistant à maîtrise d'ouvrage de la commune sur ce projet ;
- Madame Cécile POMMIER, société Archigram, qui a réalisé le programme de l'opération ;

L'exposé du maire entendu,

Après en avoir délibéré, à la majorité par 23 voix pour et 4 contre,

Le conseil municipal :

- **CREE** le jury de concours de l'opération de construction de la salle multifonctions avec les membres suivants :
 - Monsieur le Maire, président ;
 - Les membres de la Commission d'appel d'offres de la commune ;
 - Au moins un tiers de personnes possédant la qualification professionnelle exigée pour participer au concours ;
 - ✓ Baptiste MEYRONNEINC, Directeur du CAUE de l'AIN
 - ✓ Didier NECCIOLI, Directeur des Services Techniques de la CAVBS
 - Au moins un tiers de personnes intéressées par le projet :
 - ✓ Claude CHAVET,
 - ✓ Jean-Pierre FAVIER,
 - ✓ Jean-Luc PALTRINIERI
 - ✓ Pierre CHUZEVILLE
 - **FIXE** le montant de l'indemnisation des personnes qualifiées conformément à l'article A 614-2 du code de l'urbanisme, soit 524 € pour une vacation journalière ou 262 € pour une vacation de demi-journée
 - **FIXE** le montant de la prime attribuée aux candidats admis à présenter une offre et non retenus à 12 000 € HT
 - **DECIDE** la création d'un comité technique composé de :

Monsieur Richard SIMMINI, directeur de la société Beaujolais Saône Aménagement, l'assistant à maîtrise d'ouvrage de la commune sur ce projet ;
Madame Cécile POMMIER, société Archigram, qui a réalisé le programme de l'opération ;
 - **AUTORISE** Monsieur le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 27 octobre 2022

Jean-Pierre REVERCHON
Maire

